



**FRONT
SOCIAL**

**FRONT
SOCIAL**
Caen - Calvados

Collectif d'organisations et de militant-e-s syndicales, politiques, associatives, de réseaux, d'individu-e-s.

***Contre les ordonnances de Macron et la loi travail XXL,
Refusons la casse des services publics et l'état d'urgence permanent,
Défendons nos droits***

EN GREVE ET DANS LA RUE LE MARDI 12 SEPTEMBRE

Macron et son gouvernement n'ont pas tardé à se mettre au travail pour lancer les « réformes » anti-sociales qu'ils nous promettaient. Pourtant choisis par une très faible proportion des électeurs et des électrices, Macron et son gouvernement n'ont aucun scrupule pour imposer une nouvelle régression du droit du travail. Leur feuille de route est écrite avec le MEDEF.

A PEINE ELU, MACRON S'ATTAQUE AU DROIT DU TRAVAIL

La loi travail XXL qui se prépare, c'est la poursuite du détricotage des droits conquis de haute lutte depuis 120 ans. Pourquoi ? Pour permettre à cette infime minorité que sont les capitalistes de continuer à s'engraisser sur le dos de la majorité de la population.

Le MEDEF réclame des plafonds aux dommages et intérêts que les employeur-euses doivent verser à des salarié-e-s licencié-e-s illégalement ? Macron lui donne raison ! C'est accroître l'impunité des patrons délinquants !

Le MEDEF réclame plus de flexibilité pour les travailleuses et les travailleurs ? Macron lui donne raison. Il prévoit de relancer l'emploi précaire, les contrats à durée déterminée, et veut étendre à d'autres secteurs d'activité le « contrat de chantier » existant dans le bâtiment, un faux CDI au bout duquel vous êtes viré quand le chantier est terminé. Rebaptisé « contrat de projet », ce serait un contrat précaire de plus, en concurrence avec le vrai CDI . Il veut aussi faciliter les procédures de licenciements et limiter les possibilités de recours par les salarié-es.

Le MEDEF veut désarmer les salarié-e-s ? Macron lui donne raison en fusionnant les instances représentatives du personnel (IRP) : comités d'entreprise (CE), délégué-e-s du personnels (DP), comité hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT), voire délégué-e-s syndicaux. Cette fusion des IRP devrait entraîner une baisse de 35% à 50% d'élu-es en moins et 43% d'heures de délégation en moins... ce qui risque de provoquer un licenciement massif des militant-e-s de base dans les entreprises. Et avec les « référendums » à l'initiative du patron, vous aurez le choix entre dire oui au patron ou ... être viré-e !

Le MEDEF réclame « moins de contraintes » pour les patrons ? Macron lui donne raison, en permettant que soient privilégiés les accords d'entreprise au détriment des conventions collectives et de la loi. Or, sans le « filet de sécurité » du Code du travail et des conventions collectives, les « accords d'entreprise » sont bien souvent ce qu'impose le patron à coup de chantage à l'emploi. C'est la course au moins-disant social.

MACRON CASSE LES SERVICES PUBLICS

La loi travail XXL n'est pas le seul mauvais coup que mijote le gouvernement. Il prépare aussi de nouvelles attaques contre les services publics, en premier lieu la santé. Il annonce aussi la suppression de 120 000 emplois utiles dans les services publics, le maintien du gel des salaires et le rétablissement d'un jour de carence pour les agentes et agents publics, encore une fois montré-e-s du doigt. C'est l'austérité renforcée pour des millions de salarié-es ! L'augmentation de la CSG attaquera le niveau de vie des retraité-es et des fonctionnaires.

MACRON S'ATTAQUE AUX PLUS PRECAIRES

Toutes les aides au logement (APL, ALS, ALF) baisseront de 5 euros par mois à partir du 1^{er} octobre. Rappelons que par exemple l'APL bénéficie aujourd'hui à 6,5 millions de foyers dont 800 000 étudiant-e-s. Et pour beaucoup de bénéficiaires, une baisse, même de 5 euros par mois, n'est jamais sans conséquence. N'oublions pas non plus qu'un allocataire sur deux vit en dessous du seuil de pauvreté.

Macron veut réformer les retraites, l'assurance chômage, imposer aux chômeur-euse-s et aux gens au RSA un contrôle sévère et des procédures de plus en plus complexes afin de décourager les ayant-droits et de multiplier les radiations.

Avec le gel des contrats aidés décidé en catimini pendant l'été, ce sont 150 000 emplois qui seront supprimés en 2017 dans les collectivités territoriales, l'éducation nationale, les services de santé et les associations qui se retrouvent ainsi dans l'incapacité de répondre à leurs missions de service public et aux besoins de solidarité.

Ces attaques toucheront plus durement les plus précaires d'entre nous, notamment les femmes qui subissent massivement le temps partiel imposé et les inégalités de revenus : 4x plus en temps partiel que les hommes et elles touchent 16,3 % de moins au même temps de travail et 25,7 % de moins tout temps de travail confondu.

MACRON DECRETE L' ETAT D'URGENCE PERMANENT

Avec Macron nous sommes rentrés dans « l'état d'urgence permanent ». Il a introduit dans le droit commun les mesures « exceptionnelles » de l'état d'urgence : perquisitions de nuit et assignations à résidence sans contrôle judiciaire, interdiction des manifestations, etc. La privation de liberté pourrait ainsi résulter de la simple présomption, du soupçon. L'état d'urgence n'a pas empêché les attentats. Mais, pour le pouvoir, il a été bien utile pour réprimer les mouvements contestataires. En effet, 90 % des assignations à résidence ont concerné des manifestant-es contre la loi travail et des écologistes pendant la COP21. Avec Macron, cette « exception » est devenue la règle. C'est ainsi qu'il se prépare à la confrontation sociale qu'il sait inévitable.

MACRON, C'EST L'HOMME DE MAIN DU MEDEF

Macron et son gouvernement nous promettaient le « renouvellement » de la vie politique. Ils poursuivent en fait les mêmes politiques qu'avant, avec seulement plus de brutalité encore contre les salarié-e-s, les précaires et les migrant-e-s.

Mais leur pouvoir est faible. Ils disposent d'une majorité à l'Assemblée Nationale, mais pas du consentement populaire, surtout pas de celui des classes populaires et de la jeunesse. Macron n'a été approuvé que par 17% des français-es en âge de voter au premier tour de l'élection présidentielle, et 70% de la population était contre la loi Travail l'année dernière. Lui et son gouvernement n'ont pas de légitimité. Les droits de millions de jeunes, de travailleur-euse-s, de chômeur-se-s, et des retraité-e-s doivent prévaloir.

A la rentrée, nous aurons le choix entre nous taire et accepter encore plus d'exploitation et moins de droits, ou nous rebeller. Nous, Front social, proposons de résister. En reconduisant grève et manifestations, en bloquant l'économie, nous pouvons stopper la casse sociale, empêcher que les ordonnances soient ratifiées. Imposons un droit du travail protecteur pour les salarié-e-s. Ce n'est pas une seule journée de grève qu'il faut, c'est bloquer totalement le pays de manière reconductible, un nouveau 1936, un nouveau 1968 !

S'unir pour ne plus subir !

Mobilisons-nous tous et toutes ensemble salarié-e-s, précaires, retraité-e-s, étudiant-e-s, lycéen-e-s, français-e-s et immigré-e-s:

- >Pour la mise au rencart des ordonnances contre la casse du code du travail.
- >Pour la fin de l'austérité et des moyens pour les services publics,
- >Pour le respect de tous les droits démocratiques et la fin de l'état d'urgence.

Venez participer au Front Social pour combattre les mesures anti-sociales de la bande à Macron. La résistance a besoin de vous. Macron 1er veut nous flexibiliser, à nous de le faire plier

Manif le 12 septembre

10h30 place St Pierre à Caen

Front social, qui sommes-nous ? Nous sommes un collectif d'organisations et de militant-e-s syndicales, politiques, associatives, de réseaux, d'individu-e-s. Nous nous sommes réuni-e-s pour construire la résistance contre Macron et son monde, celui de l'exploitation, celui du mépris à l'égard de celles et ceux qui « ne sont rien ».

Contact : frontsocialcaencalvados@gmx.com

Facebook : [Front-Social-Caen-Calvados](https://www.facebook.com/Front-Social-Caen-Calvados)

Prochaine réunion du Front Social , ouvert à toutes et à tous souhaitant s'organiser pour riposter à la politique que Macron nous annonce, mardi 5 septembre à 18h30, 13 rue Robert Schumann au Chemin Vert, en face de l'arrêt de bus, derrière la résidence Schumann

